

## Stagnation de l'emploi salarié privé dans les établissements marchands

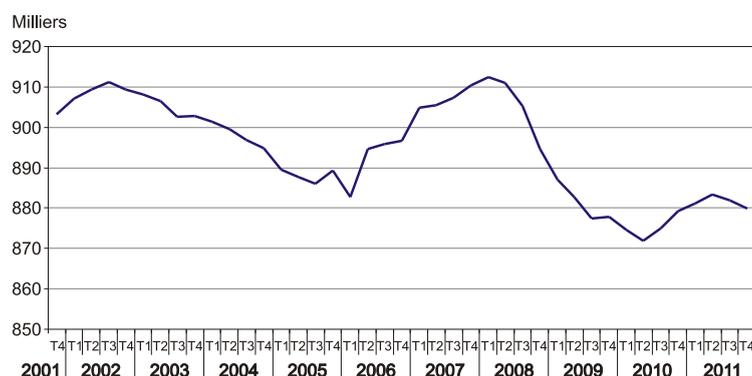
*Après la légère reprise de l'année 2010, l'emploi salarié privé s'est quasiment stabilisé à son niveau de fin 2010 grâce à la poursuite des embauches durant le premier semestre. Seuls le commerce et les services marchands croissent, portés principalement par la forte progression de l'intérim. L'industrie (hors intérim) poursuit son déclin mais trois fois moins rapidement que l'an passé.*

Globalement, sur l'année 2011, l'emploi n'a quasiment pas augmenté (+500). La poursuite au 1<sup>er</sup> semestre de la reprise amorcée en 2010 a vu ses effets annulés par une baisse de l'emploi au cours du second semestre 2011. C'est le secteur des services qui a permis cette stabilité annuelle.

Cependant, deux secteurs productifs n'échappent pas au reflux. Ainsi la construction affiche des pertes tout au long de l'année. Elles culminent au quatrième trimestre (- 0,9 % en glissement annuel). L'industrie continue de décroître à un rythme encore très soutenu, particulièrement dans la fabrication d'autres matériels industriels<sup>1</sup>.

Le secteur tertiaire qui n'avait cessé de progresser depuis le second semestre 2009 accuse depuis la seconde moitié de l'année un recul. La baisse des emplois de l'intérim conforte cette tendance depuis le second semestre, au cours duquel le recours à ce type d'emploi a fortement décliné, montrant son caractère d'ajustement à la demande. Après avoir progressé

### Emploi salarié marchand<sup>(1)</sup> dans le Nord-Pas-de-Calais



<sup>(1)</sup>Emploi salarié privé non agricole dans les services principalement marchands du Nord-Pas-de-Calais (hors administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, y compris intérim).  
Source : Estel (Insee, données provisoires (Urssaf).

durant le premier semestre à un niveau supérieur à celui de la fin de l'année précédente, le commerce se stabilise depuis six mois au niveau atteint à la fin du second trimestre

Les gains d'emploi ont été à peine plus soutenus dans le département du Pas-de-Calais (+ 0,2 %) que dans le département du Nord sur 2011. Ces variations relatives de l'emploi sont, en pourcentage, au-dessous de l'évolution de la moyenne des départements français (+ 0,5 %).

**Sur l'année 2011, l'augmentation de l'intérim, associée à celles des autres activités de services et du commerce, maintient l'emploi dans le tertiaire**

Comme en 2010, les services marchands ont progressé en termes d'emplois. Avec une progression de 0,6 %, les gains d'emplois se sont nettement atténués, par comparaison à l'année 2010 (+ 2 500 salariés contre + 9 800 en 2010). Bien que l'intérim y contribue pour près du quart des embauches, ce sont également les activités financières et d'assurances (+ 2,0 %), l'information et la communication (+ 3,0 %) qui ont soutenu la croissance du tertiaire. En progression depuis trois années consécutives, l'hébergement-restauration maintient une croissance soutenue depuis deux ans (+ 2,1 % contre + 2,3 % en 2010).

Durant l'année 2011, l'activité transports et entreposage a perdu presque autant d'emplois qu'en 2010 (- 0,1 %). Ce léger recul contraste avec les fortes pertes subies depuis 2008 : - 3,0 % de baisse annuelle moyenne. Après le net recul de l'emploi observé dans l'activité immobilière en 2009, la reprise de l'embauche (+ 1,1 %), bien que timide, semble se confirmer. Les activités culturelles et sportives, créatrices d'emplois en 2010 (+ 5,9 %), accusent un net recul en 2011 (- 2,1 %) représentant une perte de près de 900 emplois.

<sup>1</sup> Dans la nouvelle nomenclature, ce secteur comprend : la fabrication de textiles, les industries de l'habillement, du cuir et de la chaussure, le travail du bois, les industries du papier et de l'imprimerie, les industries chimique et pharmaceutique, la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, la métallurgie et la fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements, la réparation et l'installation de machines et d'équipements.

## **La construction confirme ses pertes alors qu'une progression prévaut dans le commerce**

L'environnement économique peu favorable à l'investissement dans le bâtiment et les travaux publics n'a pas favorisé l'emploi dans ce secteur qui enregistre sa troisième année consécutive de pertes de postes. La baisse en 2011 a ainsi été de près de 1 100 emplois (- 1,3 %) alors qu'en 2010, il en avait perdu un peu moins du double 1 960 (- 2,3 %).

Après s'être presque stabilisés en 2010, les emplois du commerce et de la réparation ont crû avec une hausse annuelle de 0,8 % représentant un volume proche de 1 400 postes.

## **Toujours une forte régression de l'emploi industriel**

Le secteur de l'industrie, qui perd tendanciellement des postes de travail, enregistre de nouveau des diminutions d'effectifs en 2011. Après la perte

de près de 6 500 emplois en 2010 (- 2,9 %), l'année 2011 s'accompagne d'une régression de près de 2 200 postes (- 1,0 %). Toutefois le volume des suppressions de postes s'est fortement rétracté.

Tous les secteurs industriels sont en recul de manière plus ou moins prononcée. Les fabrications de matériels de transport et d'autres produits industriels sont les plus sévèrement touchées avec des baisses de 1,1 % et 2,0 % pour chacune d'entre elles, accusant des pertes respectives d'environ 330 et 2 300 postes. Comparé à 2010, le volume des pertes de salariés de la fabrication de matériels de transport (constructions automobile, ferroviaire, aéronautique et navale) a été divisé par quatre. Si la fabrication d'autres produits industriels se dégradait encore fortement l'an passé (- 3,8 %), ce mouvement s'est ralenti en 2011 pour atteindre en volume une baisse de près de 2 300 emplois en fin d'année. Ce ralentissement des pertes touche également le secteur de « la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, la fabrication de machines »<sup>2</sup> (- 1,1 %) qui avait globalement subi en 2010 trois fois plus de pertes d'effectifs salariés (- 3,3 %).

### **Évolution de l'emploi salarié privé non agricole (y compris intérim) dans les établissements marchands par activité en 2011 dans le Nord-Pas-de-Calais**

Unités : milliers, %

Secteurs d'activités en NA 17	Effectif au 31 décembre		Taux d'évolution de 2010 à 2011
	2010 en milliers	2011 en milliers	
<b>Total industrie</b>	<b>216,1</b>	<b>213,9</b>	<b>-1,0</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	35,8	36,1	+0,7
Industries extractives, cokéfaction, raffinage énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	22,6	22,8	+1,3
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	16,3	16,1	-1,1
Fabrication de matériels de transport	30,3	30,0	-1,1
Fabrication d'autres produits industriels	111,1	108,8	-2,0
<b>Construction</b>	<b>84,1</b>	<b>83,0</b>	<b>-1,3</b>
<b>Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles</b>	<b>180,8</b>	<b>182,2</b>	<b>+0,8</b>
<b>Services marchands</b>	<b>398,3</b>	<b>400,8</b>	<b>+0,6</b>
Transports et entreposage	76,6	76,5	-0,1
Hébergement et restauration	42,5	43,4	+2,1
Information et communication	23,9	24,6	+3,0
Activités financières et d'assurance	42,1	42,9	+2,0
Activités immobilières	12,0	12,1	+1,1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	160,9	161,7	+0,5
Autres activités de services	40,3	39,5	-2,1
<b>Total Nord-Pas-de-Calais</b>	<b>879,3</b>	<b>879,9</b>	<b>+0,1</b>

Source : Estel (Insee), données provisoires (Urssaf).

<sup>2</sup> Dans la nouvelle nomenclature, ce secteur comprend : la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, la fabrication d'équipements électriques, la fabrication de machines et équipements.

Les emplois dans le secteur de la fabrication de denrées alimentaires et de boissons, après une diminution en 2010, progressent de 0,7 %. Comme l'an passé, le secteur de la « Cokéfaction, raffinage, énergie, eau et gestion des déchets » a progressé, mais deux fois plus vite qu'en 2010.

Raymond BÉNARD  
Insee, Service statistique

#### **Méthodologie**

Les données dans cette étude sont présentées suivant la nouvelle nomenclature d'activité de 2008 et ne sont donc plus comparables à celles figurant dans les précédentes études.

De surcroît, la méthodologie a été modifiée. Les données sont calées sur la nouvelle base Estimation d'emploi localisée (Estel) dénombant la totalité de l'emploi principal de chaque salarié au 31 décembre 2009. Les années 2010 à 2011 sont obtenues en appliquant les indices trimestriels chaînés issus de la base EPURE 2 établie à partir de fichiers administratifs : Urssaf, MSA et Siasp (fichier administratif des agents de l'État, des collectivités territoriales et du secteur hospitalier public).

Les résultats du secteur privé sont établis à l'aide d'une part des données non agricoles recueillies dans les Bordereaux de recouvrement des cotisations (BRC) adressés par les employeurs aux Unions de recouvrement de la sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf) et transmis trimestriellement à l'Insee, et d'autre part des données agricoles transmises par la Mutualité sociale agricole (MSA). Les effectifs pris en compte (effectifs déclarés en fin de trimestre) sont ceux soumis à la contribution sociale généralisée.

Sont exclus cette année de l'analyse le secteur OQ (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale), les stagiaires Afpa, les caisses de congés payés, la vente à domicile et l'administration d'immeubles.